

GE_GERICHTE A/1270/2015 vom 23. April 2015

GE Cour de justice, 2015-04-23, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_A_1270_2015

FR: GE_GERICHTE A/1270/2015 du 23 avril 2015

IT: GE_GERICHTE A/1270/2015 del 23 aprile 2015

Volltext

Genève Cour de justice (Cour de droit public) Chambre administrative 23.04.2015
A/1270/2015

A/1270/2015 ATA/388/2015 du 23.04.2015 sur JTAPI/480/2015 (MC) , REFUSE
RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE POUVOIR JUDICIAIRE A/1270/2015 - MC
ATA/388/2015 COUR DE JUSTICE Chambre administrative Décision du 23 avril 2015 sur
mesures provisionnelles dans la cause OFFICIER DE POLICE contre Monsieur A_____
représenté par Me Fanny Cantin, avocat _____ Recours contre le jugement du Tribunal
administratif de première instance du 23 avril 2015 (JTAPI/480/2015) Vu le jugement du
Tribunal administratif de première instance (ci-après : TAPI) du 23 avril 2015 annulant
l'ordre de mise en détention administrative émis par l'officier de police le 20 avril 2015 à
12h05 à l'encontre de Monsieur A_____ pour une durée de vingt et un jours, et ordonnant
la mise en liberté immédiate du précité ; attendu que le jugement susmentionné retient
l'existence de graves irrégularités intervenues dans le cadre de la mise en détention
administrative de M. A_____, relevant notamment l'absence d'indication des bases
légales, voie de recours et signature de notification d'un ordre initial de placement
précédant l'ordre de mise en détention administrative ; qu'en outre, il ne ressortait pas du
dossier que l'intéressé aurait été entendu à cette occasion ; que la motivation de l'ordre de
placement mentionnait que les démarches en vue de l'exécution du renvoi de M. A_____
seraient entamées sans délai, motif qui n'apparaît pas trouver de fondement à première
lecture de l'art. 73 de la loi fédérale sur les étrangers du 16 décembre 2005 (LEtr - RS
142.20), respectivement 19 de la loi fédérale sur l'usage de la contrainte et des mesures
policières dans les domaines relevant de la compétence de la Confédération du 20 mars
2008 (LUSC - RS 364) ; vu la demande de mesures provisionnelles formée le 23 avril 2015
par l'officier de police et déposée le jour-même au greffe de la chambre administrative de la
Cour de justice (ci-après : la chambre administrative) et concluant à ce que ladite requête
soit admise, que soit ordonné le maintien en détention de M. A_____ jusqu'à droit jugé et
de prendre acte qu'un recours contre le jugement du TAPI dans la présente cause serait
déposé par l'officier de police dans le délai légal ; attendu que l'officier de police motive sa
demande par son intention de recourir et qu'il s'imposerait dès lors de maintenir M.
A_____ en détention administrative afin de préserver l'intérêt matériel et actuel du recours
à venir ; Considérant : que la chambre administrative est la juridiction ordinaire de recours
en matière administrative (art. 132 de la Loi sur l'organisation judiciaire du 26 septembre
2010 (LOJ - E 2 05) et qu'elle est en particulier compétente pour connaître des recours
contre les jugements rendus par le TAPI en matière de mesures de contrainte étant précisé
que le délai de recours est de dix jours (art. 10 al. 1 et 3 de la loi d'application de la loi
fédérale sur les étrangers du 16 juin 1988 - LaLEtr - F 2 10) ; que selon l'art. 21 de la loi sur
la procédure administrative du 12 septembre 1985 (LPA - E 5 10), les mesures
provisionnelles peuvent être ordonnées d'office ou sur requête, par le président d'une

juridiction administrative ; qu'afin de pouvoir ordonner cas échéant les mesures provisionnelles pertinentes encore faut-il que la juridiction soit saisie, ce qui n'est pas le cas en l'espèce, faute de recours, même succinct répondant aux exigences de l'art. 65 LPA, soit un acte de recours comportant des conclusions, un exposé des motifs et l'indication des moyens de preuve (ATA/402/2012 du 26 juin 2012 et les références citées) ; que le seul fait d'indiquer que l'on va recourir ne suffit pas à saisir valablement la juridiction ; que dans ces conditions, la requête ne peut qu'être déclarée irrecevable ; qu'aucun émolument ne sera perçu, ni aucune indemnité allouée ; vu l'art. 7 al. 1 du règlement de la chambre administrative du 21 décembre 2010 ; LA CHAMBRE ADMINISTRATIVE déclare irrecevable la demande de mesures provisionnelles du 23 avril 2015 ; dit qu'il n'est pas perçu d'émolument, ni alloué d'indemnité ; dit que conformément aux art. 82 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF - RS 173.110), la présente décision peut être portée dans les trente jours qui suivent sa notification par-devant le Tribunal fédéral, par la voie du recours en matière de droit public ; le mémoire de recours doit indiquer les conclusions, motifs et moyens de preuve et porter la signature du recourant ou de son mandataire ; il doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14, par voie postale ou par voie électronique aux conditions de l'art. 42 LTF. La présente décision et les pièces en possession du recourant, invoquées comme moyens de preuve, doivent être joints à l'envoi ; communique la présente décision, en copie, à l'officier de police, Me Fanny Cantin, avocate de Monsieur A_____, au Tribunal administratif de première instance, ainsi qu'à la maison d'arrêt de Favra, pour information. Le président : Ph. Thélin Copie conforme de cette décision a été communiquée aux parties. Genève, le la greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.